

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 OCTOBRE 2007

N° 340 PRIX 0,60 Euro



UNE INJUSTICE PROFONDE

À LAQUELLE IL FAUDRA METTRE FIN

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 3
Quand Adama Ba Konaré se dit choquée par les propos de Sarkozy ...

Page 5
Mali: A qui profite l'or ?

Page 6
Côte d'Ivoire: Les préoccupations de Gbagbo et celles des grandes puissances

Page 6
Tchad: La Cotontchad veut faire payer ses déboires aux employés

Page 9
Burkina: Il y a 20 ans Sankara tombait sous les balles des militaires

page 10
Il y a 90 ans la révolution russe ébranlait le monde

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SÉNÉGAL

UNE INJUSTICE PROFONDE À LAQUELLE IL FAUDRA METTRE FIN

Il n'y a quasiment pas un jour où l'on n'apprend que telle ou telle denrée de base a augmenté de prix au Sénégal. Un jour c'est le riz, un autre, l'huile, le gaz, le sucre ou la boîte de lait ou de tomate concentrée. La dernière augmentation est celle du prix du pain. La Fédération nationale des boulangers a pris les devants en annonçant qu'elle va avoir prochainement une pénurie de farine et que cela se traduirait par un renchérissement du coût du pain.

La vie quotidienne des familles de condition modeste est un vrai calvaire. Même ceux qui ont du travail et un salaire régulier ne peuvent plus joindre les deux bouts. Les enfants sont obligés d'attendre la tombée de la nuit pour manger le seul repas quotidien. Et la plupart du temps il n'y a ni viande ni poisson. On se contente du riz et de la sauce.

Selon une étude publiée par la Banque mondiale, plus de la moitié des travailleurs sénégalais ne touchent même pas le salaire minimum légal qui est de 36.892 Francs Cfa. Sachant qu'un salaire doit faire « vivre » parfois plus de cinq personnes, on imagine la souffrance que doivent endurer des centaines de milliers de familles, qui ont à payer le loyer, la nourriture, l'éducation des enfants, les fournitures scolaires, etc. Chacun doit « se débrouiller » selon l'expression populaire. Il faut rappeler que pendant que les prix s'envolent, les salaires eux, sont bloqués depuis des années. Et quand les enseignants ou les agents hospitaliers demandent des augmentations de salaires ils n'ont droit qu'au mépris et à l'arrogance du gouvernement. Que dire alors de tous ceux qui n'ont pas de revenu salarial régulier ?

La dernière flambée de prix intervenue juste après la réélection du président Wade, avait failli créer des émeutes à Dakar. Après avoir donné le feu vert aux commerçants d'augmenter leurs prix, le gouvernement a fait semblant de faire marche arrière. Il a annoncé à la radio et à la presse que les prix allaient baisser. Mais ils avaient

tout de même augmenté.

C'est toute cette misère et ce désespoir qui poussent de plus en plus de jeunes à tenter leur chance en Europe, au péril de leur vie. Avec l'aide de l'Espagne entre autres, les autorités sénégalaises diffusent des « clips » à la télé pour convaincre les jeunes de rester au pays. On y parle de « retour à la terre », d'« aide à la création d'entreprises », etc. Ce ne sont que des paroles et des promesses en l'air.

Tout le monde n'est cependant pas à la même enseigne au Sénégal. Pendant que la grande majorité de la population croupit sous le poids de la misère toujours plus grande, une toute petite minorité vit dans l'opulence. Le long

de la Corniche fleurissent des villas qui se font concurrence dans l'étalage de signe extérieur de richesse. Les enfants de la bourgeoisie locale roulent dans des voitures de luxe. Certains sont fiers de montrer aux autres qu'ils ont fait une virée à Paris, juste pour un week-end, pour aller danser dans une boîte de nuit branchée. Ils dépensent en une nuit ce que beaucoup de travailleurs ne pourraient pas gagner en plusieurs années de travail. A quelques centaines de mètres de leurs quartiers de luxe, toute une population n'a même pas accès au strict minimum. C'est cela la réalité de la société capitaliste. C'est une société profondément inhumaine à la quelle il faudra un jour que les exploités mettent fin.

QUAND ADAME BA KONARÉ SE DIT CHOQUÉE PAR LES PROPOS DE SARKOZY SUR L'AFRIQUE

Le discours que Sarkozy a prononcé à l'université Cheick Anta Diop à Dakar, le 26 juillet dernier a provoqué une vague d'indignations dans le milieu des intellectuels africains. Adame Ba Konaré, historienne de son état et épouse de l'ancien président malien, Alpha Konaré, fait parti des premiers à avoir publiquement critiqué le président français. Elle a déclaré : « ...l'africaine et l'historienne que je suis s'est sentie interpellée ... ». Elle a été choquée par « l'énoncé d'un certain nombre de poncifs empruntés à l'ethnologie coloniale ». Il faut, dit-elle, « rétablir la vérité des faits » et « ne laisser personne écorcher la mémoire de l'Afrique ». Pour cela, elle a demandé « à tous les historiens africains, chacun dans sa spécialité, d'écrire un article sur l'un des thèmes évoqués par le président Sarkozy ». Ces contributions seront ensuite rassemblées pour constituer un ouvrage. Elle a également lancé un appel aux historiens pour créer un « Comité de défense de la mémoire de l'Afrique ». Il semblerait que ces propositions rencontrent un écho favorable dans tout un milieu d'universitaires africains.

Voici un des passages du discours de Sarkozy qui a été le plus cité au cours des débats à la radio ou dans la presse : « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin ...* ».

Effectivement ces propos fleurent bon la mentalité coloniale. L'indignation d'Adame Ba Konaré est probablement sincère comme celle de

certaines intellectuels qui la suivent. Mais il faut relever tout de même que ce qui choque ces gens-là, ce n'est pas le fait que Sarkozy, en tant que représentant de la puissance, qui avait colonisé une grande partie du continent africain, qui l'a pillé (et continue de piller), vienne aujourd'hui donner des leçons pour «développer l'Afrique» et la «sortir de la misère». Ils ne sont pas choqués par le fait que ce représentant de la puissance qui soutient des régimes corrompus et dictatoriaux en Afrique vienne leur donner des leçons de « bonne gouvernance ». Non, ce qui les choque c'est que Sarkozy a eu des propos qui selon eux « nient l'histoire de l'Afrique ». Alors pour « rétablir les faits » ils vont rappeler que les premiers hommes sont apparus en Afrique et puis ils ont quitté le berceau africain pour coloniser d'autres lieux. Ils vont rappeler qu'avant la traite négrière et les conquêtes coloniales, il y avait en Afrique, des Etats, des empires, des commerçants, des artisans, des artistes, etc.

Certes, il faut rappeler et expliquer tout cela à ceux qui ne le savent pas car cela fait partie de l'histoire. Mais ce qu'il faut surtout expliquer, c'est pourquoi l'écrasante majorité des populations africaines vit dans la misère et comment on peut faire pour y remédier, pour qu'il n'y ait plus d'injustice, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus d'oppression. Mais si Adame Ba Konaré, toute femme de la bourgeoisie malienne qu'elle est, s'est sentie humiliée et a exprimé à juste titre sa colère contre les propos méprisants de Sarkozy, que dire de ceux qui vivent dans la misère quotidienne et pour qui la vie est un calvaire. Il est vrai

que ces derniers ne font même pas partie de l'univers mental d'Adame Ba Konaré. Elle a passé dix années au palais de Koulouba aux côtés de son mari qui fut président du Mali (et qui est aujourd'hui président de la Commission de l'Union Africaine). Jamais alors elle n'avait critiqué la politique de l'impérialisme français en Afrique. L'appareil d'Etat que dirigeait son mari était corrompu de haut en bas et n'était regardant que pour les intérêts des possédants. Tout cela ne semblait pas la choquer. Bien au contraire, elle soutenait activement la politique de son mari.

Que des millions d'Africains croulent sous le poids de la misère, meurent de malnutrition, que des populations entières vivent dans des taudis, n'ayant accès ni à l'électricité ni à l'eau courante, que leurs enfants n'aient droit ni à la santé ni à l'éducation car trop pauvres, tout cela ferait partie de l'ordre naturel des choses ? Ce ne serait pas une « atteinte à la dignité » ?

Pour ceux qui veulent vraiment que les choses changent en Afrique, aller à la remorque de ce genre d'« intellectuel », c'est faire preuve d'aveuglement. Ceux qui veulent sincèrement œuvrer pour que la grande majorité des populations africaines aient droit au progrès de la science, aux connaissances, au bien être, à la santé, etc, doivent mettre leur savoir, leur énergie et leur disponibilité à leur service en s'engageant dans la lutte contre le système capitaliste, pour bâtir une autre société qui aurait à cœur de respecter la dignité humaine.

MALI**À QUI PROFITE L'OR ?**

Le gouvernement malien, par la bouche de son ministre des Mines, s'est déclaré fier de voir son pays classé au troisième rang dans la production de l'or sur le continent africain, après l'Afrique du Sud et le Ghana. Sa production annuelle tourne autour de 50 tonnes par an. Elle serait même en progression puisqu'il est prévu 60 tonnes pour 2008. Selon les chiffres officiels de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) «les exportations d'or représentent 50% de la valeur totale des exportations du Mali en 2006 ».

Avec autant d'or on serait tenté de dire que le Mali n'est plus un pays pauvre. Or c'est tout à fait le contraire. Il y a deux ans, le Pnud (Programme des Nations Unies pour le Développement) avait classé ce pays au 175ème rang sur 177 dans son « indice de développement humain ».

La vérité c'est que l'or extrait du sol malien ne profite aucunement à la population. Ce sont les trusts, sud-africain, australien et autres qui pillent cet or sans aucune retombée positive sur la population. Les travailleurs qui creusent ces mines touchent des salaires de misère et ne peuvent même pas nourrir convenablement leurs familles. Les compagnies qui les emploient n'investissent même pas une infime partie de la richesse produite pour construire des logements sociaux, des écoles ou des hôpitaux. Ce sont de véritables rapaces. Le gouvernement qui leur a cédé le droit d'exploiter le sous-sol ne les oblige même pas un tout petit peu à consacrer un certain pourcentage pour réaliser quelques infrastructures utiles à la

population.

Ces compagnies font littéralement ce qu'elles veulent. Certaines d'entre elles se permettent même de refuser de payer les impôts à l'Etat malien. L'Association malienne des droits de l'homme dénonce leur arrogance et leur rapacité. Elle a fait état d'un conflit qui a opposé les services des Impôts du Mali à deux sociétés minières qui devaient payer à l'Etat malien l'équivalent de 15,6 millions de dollars. Le service des Impôts n'a pas été en mesure de les contraindre à payer ce qu'elles devaient. Finalement l'Etat n'a récupéré que le tiers de la somme due.

Si les dirigeants de ces compagnies se permettent de tels agissements, c'est parce qu'ils ont acheté la complicité de quelques dirigeants très haut placés dans l'Etat malien. Ces derniers, à l'instar du ministre des Mines, ont donc des raisons de se montrer très optimistes car eux ils ramassent quelques pépites d'or au passage. Ils le sont d'autant plus que selon les conclusions de récentes prospections au Nord du pays le sous-sol du Mali recèlerait d'autres richesses minières. C'est ce qui fait dire au ministre des Mines que « si les travaux (de recherches) se poursuivent au rythme actuel, il ne fait l'objet d'aucun doute que le pétrole et le gaz au même titre que l'or feront du Mali un pays riche et prospère ». La seule chose qui est sûre c'est que cette « richesse » et cette « prospérité » ne profiteront exclusivement qu'aux mêmes : essentiellement aux actionnaires de trusts et accessoirement à la petite caste de dirigeants maliens.

CÔTE D'IVOIRE**LES PRÉOCCUPATIONS DE GBAGBO
ET CELLES DES GRANDES PUISSANCES**

Lors de la 63^e assemblée de l'ONU, Gbagbo a déclaré que la Côte d'Ivoire est sur la route de la paix et que par conséquent il demande la levée des sanctions qui frappent le pays, en particulier l'embargo sur les armes. Il ne devait pas beaucoup souffrir de cet embargo puisqu'il est connu de tous que des armes entrent en Côte d'Ivoire et que l'un des pourvoyeurs de ce genre d'importation est l'Afrique du Sud.

Gbagbo aurait aussi réclamé que les leaders des milices proches du pouvoir tels que : Blé Goudé, Eugène Djué et Fofié Kouakou ne soient plus sous les sanctions de l'ONU. Voilà donc où se situent les préoccupations de Gbagbo : avoir toujours plus d'armements et rendre encore plus libres ses « petits » qui sont impliqués dans des sales coups à l'égard des populations.

Le chômage est le lot de plusieurs millions de personnes, les hôpitaux sont en état de délabrement avancé, le bitume des routes qui fout le camp, les écoles sont en nombre insuf-

fisant pendant que les enfants sont entassés et reçoivent une formation au rabais. Les quartiers populaires sont dans une insalubrité totale. Des dizaines de milliers de personnes s'entassent dans des taudis qui n'ont ni eau courante ni électricité. On peut ajouter à ce tableau sombre les tracasseries que font subir les hommes en armes aux populations au nord comme au sud du pays.

Au moment où les prix des denrées de première nécessité grimpent, une large portion de la population est réduite à la famine. Gbagbo n'ignore pas cette situation car il a des yeux et des oreilles. Les dirigeants de l'ONU quant à eux sont des représentants des grandes puissances, celles-là mêmes qui étranglent tout le continent africain sous le poids des dettes. Mais quand bien même les dirigeants locaux et ceux des grandes puissances s'opposent sur tel ou tel sujet, ils se retrouvent sur la même longueur d'onde quant à leurs mépris à l'égard de la population laborieuse.

TCHAD**LA COTONTCHAD VEUT FAIRE PAYER
SES DÉBOIRES AUX EMPLOYÉS**

Récemment, lors de sa visite à Moundou, ville située dans le sud du pays, Idriss Déby a ordonné aux dirigeants de Cotontchad, société nationale qui achète le coton aux paysans et l'exporte en Europe, de retenir sur la masse salariale, 600 millions de francs CFA sous prétexte de "sauver l'entreprise" en péril.

Suite à cette injonction, la direction de Cotontchad a présenté au personnel un plan prévoyant le licenciement d'une partie du personnel, la réduction des salaires, l'annulation

du 13^e mois, le gel des avancements et la suppression pure et simple de certains avantages acquis.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant plus que, à la mi-septembre, les salaires du mois d'août des ouvriers, manœuvres, employés et cadres ne sont pas encore versés. A l'annonce de cette mauvaise nouvelle, le personnel, aussitôt réuni en assemblée générale, exige d'urgence le paiement des salaires d'août, sinon il menace d'entrer en grève. Quant aux quatre délégués qui ont signé sous cape ce plan

de licenciement avec la direction, ils ont été démis de leur fonction.

Devant la menace de la grève, la Direction, en moins de 24 heures, a réuni la totalité de la somme pour payer les salaires d'août; quant aux nouvelles mesures prévues par la Direction, celle-ci hésite à les appliquer pour le moment.

C'est depuis 10 ans que la Cotontchad, vache à lait des dirigeants qui se sont succédé au pouvoir, est en crise. Le "déficit" atteindrait aujourd'hui la bagatelle de 62,7 milliards de francs CFA. Et chaque fois, c'est aux ouvriers, manoeuvres et autres employés que les autorités demandent de mettre la main à la poche.

C'est ainsi que l'an dernier, la Direction avait retenu aux travailleurs une importante somme d'argent. Aujourd'hui, après ce coup dur porté contre le pouvoir d'achat déjà très faible de ces derniers, voilà Idriss Déby qui veut encore ponctionner leurs salaires. Cette fois, cette mesure a du mal à passer tellement le mécontentement est grand.

La Cotontchad, rien qu'à Moundou, emploie plus de 800 personnes. Elle était la

première entreprise d'Etat (devant le secteur élevage) qui rapportait beaucoup de devises. Depuis la découverte et surtout l'exploitation du pétrole de Doba en 2003, cette entreprise est passée au deuxième rang mais elle constitue toujours une vache à lait des dirigeants actuels. Les ouvriers, les manoeuvres et autres petits employés qui y travaillent, passent pour des «chanceux» en touchant un salaire avoisinant les 100.000 francs CFA par mois. Mais les cadres dirigeants, la plupart nommés par décret par le parti au pouvoir, reçoivent au moins 2 millions de francs CFA par mois, soit 20 fois le salaire d'un simple employé. Et il faut ajouter à ces salaires tous les autres avantages matériels et financiers. Cette entreprise d'Etat est devenue depuis longtemps un endroit idéal pour caser les amis et autres cousins des présidents successifs. Alors ce n'est un secret pour personne si le déficit de cette société d'Etat ne fait que se creuser.

Les plus grands bénéficiaires de l'exploitation du coton de ce pays, depuis des décennies, sont bien sûr les entreprises capitalistes privées étrangères qui achètent pour une bouchée de pain la production à des milliers de paysans pour la revendre à prix élevé sur le marché mondial. Ce sont ces entreprises internationales qui dictent leur loi.

TCHAD

NON AU LÉVIRAT, CETTE PRATIQUE ANCESTRALE RÉTROGRADE

De nos jours, on pratique encore malheureusement la polygamie dans la société tchadienne, que ce soit en ville ou dans les campagnes, de même que l'excision, cette tradition rétrograde qui fait des victimes parmi les jeunes filles. Mais on parle très peu du lévirat, cette autre coutume qui est une survivance néfaste des temps révolus, et qui continue de porter atteinte à la dignité de la femme, surtout à la campagne, dans certains villages. Le lévirat est une pratique qui consiste à considérer la femme comme un objet que l'on

peut céder à autrui. Par exemple, à la mort d'un chef de canton, d'un chef de village ou de tribu qui sont en général des polygames, leurs frères, leurs oncles ou des membres de leurs familles peuvent hériter de leurs épouses.

Une femme qui, après la mort de son mari, a fui un village pour échapper à cette tradition archaïque, explique : "On était très nombreuses, nous les femmes. A sa mort, on nous a remariées. Sauf la première femme parce qu'elle est devenue la reine (des autres

femmes). C'est son fils qui a succédé à son père. J'ai été donnée à ce dernier".

Derrière le mariage, c'est en fait

l'esclavage. On ne peut que souhaiter que les femmes n'acceptent pas cette tradition rétrograde et que les hommes comprennent qu'elle est inacceptable.

MORT DE BOB DENARD

UN « CHIEN DE GUERRE » AU SERVICE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Cet ancien mercenaire français vient de mourir dans son lit à l'âge de 78 ans. Il avait derrière lui une longue carrière d'exécuteur des basses besognes de l'impérialisme français en particulier au Congo ex-belge et aux Comores. On le retrouve également dans bien de conflits qui ont ravagé le continent africain depuis les années des indépendances. Il a fait ses débuts en tant que militaire en Indochine. Ensuite il est impliqué dans bien de coups tordus sanguinaires en Afrique, bénéficiant du soutien de la DGSE (contre espionnage) et celui de Jacques Foccart. Ce dernier avait rang de ministre et était responsable de la cellule « Afrique » de l'Elysée depuis l'époque de De Gaulle.

C'est à ce titre que Foccart faisait et défaisait les régimes en Afrique au gré des intérêts des trusts français tel que Elf et d'autres.

Bob Denard, épaulé par sa bande d'« affreux » a sévi au Biafra (Nigéria), au Katanga (Congo), en Rhodésie (actuel Zimbabwe), en Angola, au Benin ... Son nom est lié à celui des Iles Comores où il a organisé plusieurs coups d'Etat depuis leur indépendance en 1975.

Placé à la tête de la « garde présidentielle » de ce pays, il avait renversé le président Abdallah pour installer à sa place son opposant Ali Soihli. Il se proclama chef d'état major des armées. Trois ans plus tard, il tue Ali

Soihli pour réinstaller son prédécesseur.

En 1988 après quelques aventures africaines, il revient aux Comores à nouveau à la direction de la garde présidentielle composée de 600 hommes encadrés par 17 officiers français tous payés par l'Afrique du Sud. Le régime raciste de ce pays voisin avait besoin, paraît-il, de base arrière pour venir à bout de ceux qui dans leur pays, engageaient le combat pour l'égalité. Un an après ce retour, ses hommes assassinaient le président Ahmed Abdallah.

Le dernier en date de leurs nombreux coups d'Etat aux Comores a eu lieu en 1995 contre Saïd Mohamed Djoar. Le gouvernement français se sentit alors obligé d'intervenir pour libérer Djoar et lui donner refuge dans l'île de la Réunion.

Bob Denard est l'incarnation des filières occultes grâce auxquelles l'Etat français et derrière lui les capitalistes français ont à plusieurs reprises pesé sur les événements en Afrique.

C'est pour cette raison que dans les procès qui ont été intentés contre lui, Denard a bénéficié de l'indulgence de l'impérialisme français. Il a toujours bénéficié d'une bienveillante protection haut placée pour passer entre les mailles de la justice française. Durant toute sa vie de crapule sanguinaire, il n'aura effectué que quelques mois derrière les barreaux.

BURKINA FASO

IL Y A 20 ANS THOMAS SANKARA TOMBAIT SOUS LES BALLES DES MILITAIRES

Le 15 octobre 1987, un groupe de militaires abattait à l'arme automatique le capitaine Thomas Sankara et ses proches conseillers. Quelques heures après la fusillade, un communiqué lu à la radio par un officier annonçait le nom de Blaise Compaoré comme nouveau dirigeant du pays.



*Aéroport de Ouaga, octobre 1984
Compaoré accueille Sankara
de retour de Cuba*

Sankara et Compaoré avaient eux-mêmes pris le pouvoir quatre ans plus tôt par un coup d'Etat. Leur régime est à l'origine de quelques changements dans ce pays très pauvre et enclavé. Le nom de Haute Volta fut remplacé par Burkina Faso, le pays des hommes intègres. Sankara lui-même cultivait l'image d'un chef intègre soucieux d'égalité et luttant contre la corruption. Différentes mesures symboliques furent prises : lui-même ainsi que les membres du gouvernement ne devaient plus rouler en voiture Mercedes mais en Renault 5. A juste raison cela a été bien vu par la population de ce pays où l'immense majorité paysanne vivait dans un

grand dénuement. Un certain enthousiasme fut suscité chez de nombreux villageois. De nombreux bénévoles ont pris la pelle et la pioche pour essayer de construire quelques retenues d'eau et forages. La plupart d'entre eux n'avaient que leurs deux mains comme seuls outils pour faire ces travaux. D'autres, parmi la jeunesse des villes ont prêté leurs épaules pour déplacer ou acheminer les rails de chemin de fer qui souffraient du manque d'entretien. La politique de Sankara était celle d'un dirigeant nationaliste qui voulait assurer l'autosuffisance alimentaire. « Produisons et consommons burkinabé » était le slogan du régime.

Cette politique contrastait avec celle de la plupart des dirigeants africains tels que Houphouët Boigny, Omar Bongo ou Senghor qui acceptaient d'être sous la coupe de l'ancienne puissance colonisatrice.

Le Burkina Faso ne dispose pas à lui tout seul de la production agricole permettant de nourrir toute sa population. Surtout qu'une partie importante des terres arables de ce pays sahélien est consacrée à la culture de rente, celle du coton, orientée vers l'exportation.

Sankara se disait révolutionnaire mais il n'a jamais cherché à étendre sa révolution, à s'adresser aux peuples des autres pays pour qu'ils rejoignent le peuple burkinabé, pour qu'ensemble ils puissent constituer une force plus grande. Pourtant il bénéficiait d'un petit climat de sympathie au sein des populations des pays limitrophes. Au lieu de s'en servir par exemple dans le sens de balayer les frontières héritées du colonialisme, il a au contraire cherché en 1984 à rattacher par la force les villages Mossi à cheval sur la frontière entre le Burkina et le Mali. Cela n'a eu comme résultat que de donner un sursis au régime chancelant de Moussa Traoré qui a réussi à se servir de ce

conflit frontalier pour refaire l'unité autour de sa propre personne et gagner quelques années de sursis.

Plus le temps passait et plus le régime de Sankara isolé se trouvait confronté à des difficultés économiques graves. Les sacrifices consentis au début par beaucoup étaient de moins en moins acceptés. La baisse des salaires de fonctionnaires a touché des milieux larges et provoqué de grandes grèves d'enseignants en 1984.

Le CNR (Conseil National de la Révolution) instance dirigeante du pays, qui associe en son sein des officiers et intellectuels, laisse les mains libres aux CDR (Comité de Défense de la Révolution) sorte de milice du régime qui se livre rapidement à des actes de torture et de barbarie.

Lorsque Sankara est tombé, le CNR est remplacé par un « front populaire ». La nouvelle équipe conduite par Blaise Compaoré disait

vouloir « rectifier » la révolution. Ce régime a tourné le dos à toute la phraséologie « révolutionnaire » ou « anti-impérialiste ». Aujourd'hui il fait partie des meilleurs amis de la France et des grandes puissances.

Pour beaucoup de jeunes en Afrique aujourd'hui, Sankara reste une des grandes figures du combat pour la liberté. Par rapport à la majorité des dirigeants africains qui sont de marionnettes corrompues et sanguinaires, « l'anti-impérialisme » des discours de Sankara trouvent un certain écho jusqu'à nos jours. Il n'en demeure pas moins que Sankara représentait une sorte de dictature paternaliste qui prétendait vouloir aider les pauvres mais d'en haut. Un pouvoir démocratique représentant les intérêts des masses pauvres, associant celles-ci à l'exercice du pouvoir et au contrôle de toutes les décisions, cela ne faisait pas partie de l'optique de Sankara. Voilà pourquoi nous disons que son combat était une impasse.

IL Y A 90 ANS LA RÉVOLUTION RUSSE ÉBRANLAIT LE MONDE

A la veille de la révolution d'octobre 1917, la Russie était un pays à la fois le plus grand et le plus arriéré d'Europe. Elle était dirigée d'une main de fer par un roi, le Tsar Nicolas II qui était à la tête d'un régime corrompu ne tolérant aucune liberté démocratique. En cette période de guerre mondiale, les villes étaient au bord de la famine faute de ravitaillement.

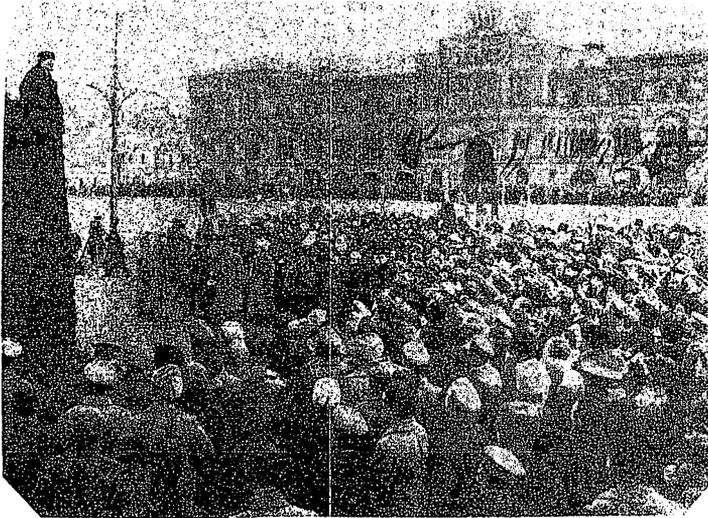
Dans les campagnes, pendant que les grands propriétaires fonciers laissaient leur terre en friche, l'énorme masse des paysans était privée de tout.

C'est dans ce contexte et après trois ans de guerre mondiale, que les masses populaires sont descendues dans les rues et ont réussi à balayer le régime tsariste en février 1917. Dans le vide créé par la chute du souverain autocratique, un double pouvoir s'était

de fait instauré. D'un côté celui des ouvriers et des paysans organisés dans les soviets (conseils), de l'autre celui du Gouvernement Provisoire officiel composé de bourgeois libéraux. Ce gouvernement bénéficiait néanmoins du soutien des soviets au sein desquels différentes organisations réformistes (Socialistes Révolutionnaires et Mencheviks) étaient majoritaires.

Dès son retour d'exil en avril, Lénine le dirigeant du Parti Bolchevik affirmait au contraire que les revendications essentielles des masses résumées dans le slogan « la paix, le pain, la terre, la liberté » ne pourraient être satisfaites que si les travailleurs prenaient en main les destinées de la société. Le Gouvernement Provisoire faisait de grands discours sur la révolution mais il continuait la guerre et maintenait les privilèges des grands propriétaires fonciers et des gros capitalistes.

Plus les jours passaient et plus l'affrontement direct entre les travailleurs d'une part et les classes possédantes de l'autre, paraissait inévitable. Un général réactionnaire Kornilov, à la tête de Cosaques, a tenté un putsch au mois d'août pour écraser le processus révolutionnaire,



*Moscou, Place Rouge, novembre 1918
Lénine prononçant un discours le jour
du 1er anniversaire de la révolution d'octobre*

mais ce fut un échec. Les Bolcheviks qui avaient été à la tête de la lutte contre ce coup de force étaient devenus majoritaires dans les soviets qui dès lors s'arrogeaient des prérogatives d'Etat donnant des ordres à l'armée, par l'intermédiaire des soviets des soldats. La Garde Rouge, la milice ouvrière jusque là sans armes, se voyait dotée de munitions livrées par les régiments.

Le 25 octobre 1917 suivant le calendrier alors en vigueur en Russie (le 7 novembre selon le calendrier occidental), le 2ème congrès des Soviets (le 1er juin) se proclamait au nom du peuple travailleur, le seul pouvoir en Russie. Ce n'était pas une simple proclamation, mais l'acte de naissance par lequel des millions de paysans et d'ouvriers des grandes usines des villes industrielles russes mettaient en place leur propre Etat après avoir renversé le Gouvernement Provisoire.

La révolution d'octobre 1917 est la

première et la plus grande révolution ouvrière et paysanne victorieuse de l'histoire. Pour les dirigeants bolcheviques, la révolution en Russie n'était que le début d'une révolution mondiale : il s'agissait d'en finir une bonne fois pour toute avec l'impérialisme et le règne de la bourgeoisie dans le monde entier. C'était pour eux une question de principe et aussi de survie. Très rapidement et en pleine vague révolutionnaire en Europe, la Troisième Internationale fut fondée. C'est le début de la révolution en Allemagne. Elle est défaite en janvier 1919 à Berlin mais elle éclate en Bavière au mois de mars. Elle éclate aussi en Hongrie et en Finlande où les ouvriers en arme prennent le pouvoir. Ailleurs comme en Italie, on assiste à des mouvements de grève insurrectionnelle.

En l'absence de partis de type bolchevique dans les grands pays capitalistes, cette vague a fini par être brisée et la révolution a fini par être confinée à l'intérieur des frontières russes. Elle est restée isolée dans ce pays sous-développé et misérable.

Au sortir de la guerre mondiale toutes les puissances capitalistes du monde se sont coalisées contre le jeune Etat soviétique, lui ont fait subir un embargo pour l'étrangler économiquement. Elles l'ont aussi assiégé militairement.

A l'intérieur même de l'URSS (elle s'appelait ainsi à partir de 1922) une bureaucratie privilégiée et conservatrice a fini par usurper le pouvoir des soviets.

Malgré cela la Révolution Russe fut à l'origine de transformations sociales très importantes. Elle a réussi à débarrasser la vieille Russie non seulement du Tsar, mais surtout de la noblesse, une classe de propriétaires fonciers qui vivait sur le dos des paysans comme au Moyen Age. Elle enleva à la bourgeoisie la propriété des usines et la direction de l'économie. D'un pays économiquement arriéré, l'URSS devint une grande puissance industrielle.

La bourgeoisie a tremblé devant le spectre du communisme. Elle savait par exemple

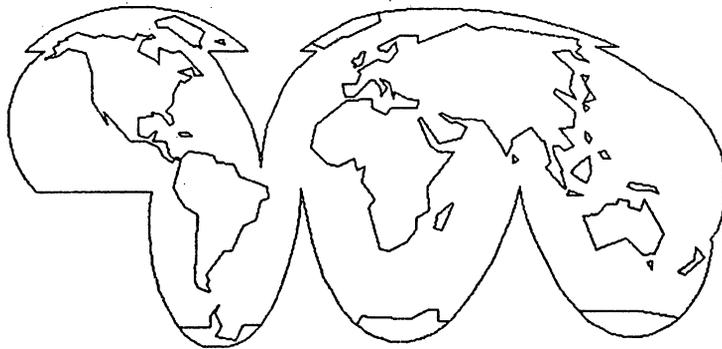
que les révolutionnaires russes proclamaient la libération de tous les peuples coloniaux. Si la révolution s'étendait à cette Europe impérialiste qui imposait le joug colonial à la moitié de la terre, les bourgeoisies d'Europe savaient qu'elles ne pourraient pas faire face.

Aujourd'hui l'URSS n'est plus. Avec l'ouverture au marché international, les puissances impérialistes se livrent à un dépeçage systématique des richesses de ce vaste pays avec la complicité intéressée des bureaucrates qui le dirigent. Le système capitaliste qu'ils sont en train d'intégrer permet à certains d'entre eux de s'enrichir de façon légale. Ils se traduit surtout par l'approfondissement du fossé entre les privilégiés et le restant de la population. Le

règne de la bourgeoisie conduit le monde vers la barbarie à commencer par les pays sous-développés qui sont étranglés par le poids de la dette et ont plongé dans la misère et la famine. Des bandes armées se constituent pour vivre sur le dos des populations. La barbarie monte aussi dans le monde occidental avec le développement de la drogue et de la criminalité.

Alors il est nécessaire que les travailleurs du monde entier renouent avec les traditions communistes de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 et se donnent les moyens de prendre le pouvoir pour bâtir un monde fraternel et gérer l'économie de la planète dans le sens des intérêts de toute l'humanité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.